



Une production de la Direction de santé publique

Bulletin visant à rendre plus facile l'accès aux données de surveillance de l'état de santé de la population lavalloise.

PORTRAIT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL EN 2015

La sécurité alimentaire joue un rôle majeur dans l'état de santé des individus. Qu'entend-on par la sécurité alimentaire? Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le concept de sécurité alimentaire se définit comme suit :

- Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine.
- L'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré.
- Les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine.
- Les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse par un système agroalimentaire durable¹.
- L'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie.
- Les aliments proprement dits sont satisfaisants (sur le plan nutritionnel) et acceptables (sur les plans personnel et culturel).
- La consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales à la fois justes, équitables et morales.

Une personne qui ne présente pas ces critères vit une situation d'insécurité alimentaire. D'ailleurs, un certain nombre de Lavallois vivent des difficultés liées à l'accès aux aliments et l'inquiétude de ne pas avoir assez d'argent pour se nourrir. Il importe donc de mieux connaître ce phénomène afin d'orienter les actions selon les besoins de la population lavalloise.

La présente édition du Sélection Santé dévoile les dernières données disponibles, le profil des personnes touchées par l'insécurité alimentaire, les facteurs de risque et l'accessibilité à l'offre alimentaire. Ces constats et tendances seront également présentés lors du colloque lavallois en sécurité alimentaire du 4 novembre 2015 et, par la suite, un portrait statistique plus détaillé sera également publié.



L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST-ELLE À LA HAUSSE À LAVAL?

Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) 2011-2012, la grande majorité des Lavallois de 12 ans et plus (89,7 %) vit en situation de sécurité alimentaire. Ainsi, la proportion de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire, qu'elle soit modérée ou grave, s'élève à 10,2 %. Il est possible de croire que cette proportion puisse être plus élevée étant donné que l'ESCC ne mesure que l'insécurité alimentaire liée au

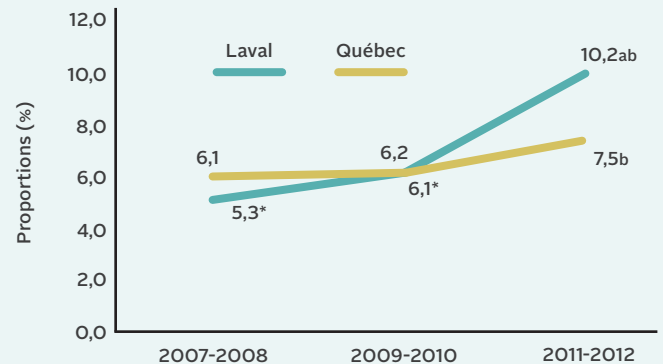
revenu du ménage (exclut celle liée aux limitations physiques). Elle fait ressortir la proportion de personnes ayant un revenu insuffisant pour se nourrir adéquatement. En 2007, on estimait que 18 000 Lavallois âgés de 12 ans et plus étaient touchés. En appliquant la proportion de 2011-2012 (10,2 %) aux données de projections de population de 2015, ce nombre s'élèverait maintenant à 38 000 personnes.

GRAPHIQUE 1

Évolution de la proportion de personnes âgées de 12 ans et plus dont le ménage a connu de l'insécurité alimentaire liée au revenu au cours des 12 mois qui ont précédé l'Enquête, Laval, Québec, 2007-2008 à 2011-2012

a Valeur significativement plus élevée que celle du reste du Québec.
b Valeur significativement plus élevée que celle de 2007-2008.
* Estimation marginale, coefficient de variation entre 16,6 % et 33,3 %, à interpréter avec prudence.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes 2007-2008, 2009-2010, 2011-2012.



Entre 2007-2008 et 2011-2012, la proportion de Québécois dont le ménage a connu de l'insécurité alimentaire liée au revenu au cours des 12 mois précédant l'Enquête est passée de 6,1 % à 7,5 %. Les écarts entre ces deux épisodes se sont révélés statistiquement significatifs.

Quant à Laval, les résultats obtenus s'avèrent encore plus impressionnants, les proportions sont passées de 5,3 à 10,2 % sur une courte période. Autrefois comparable à l'ensemble du Québec, Laval se démarque depuis 2011-2012 des autres régions du Québec, et ce, par sa proportion plus élevée d'insécurité alimentaire. Laval se positionne même au deuxième rang, suivant de près Montréal (10,7 %).

Toute mesure provenant d'une enquête est soumise à un certain niveau d'imprécision. La prochaine collecte de données de l'ESCC 2013-2014 permettra de confirmer si Laval maintient une proportion aussi élevée d'insécurité alimentaire (10,2 %²) et de valider si l'impressionnante hausse observée est véritable ou non. Par ailleurs, il est trop tôt pour confirmer officiellement une tendance à la hausse. D'autres cycles de données seront donc nécessaires.

LES FAMILLES AVEC ENFANTS

Les résultats de l'ESCC montrent aussi que les ménages avec enfants présentaient des taux d'insécurité alimentaire élevés. En effet, alors que la proportion d'insécurité alimentaire de l'ensemble des ménages québécois³ sans enfant s'élevait à 6,9 %, la proportion de ménages avec des enfants de moins de 18 ans confrontés à l'insécurité alimentaire était de 7,9 % (données non présentées).

Dans les ménages confrontés à l'insécurité alimentaire, les adultes protègent souvent les enfants contre cette situation. En effet, dans près de la moitié (45,2 %) de ces ménages, les enfants avaient été épargnés. De plus, dans la grande majorité des cas, lorsque l'enfant subissait de l'insécurité alimentaire, le niveau des adultes était plus sévère que celui des enfants (données non présentées).

² Il est important de rappeler que cette donnée est une estimation. Dans le cas présent, les probabilités sont de 95 % que la proportion réelle se situe entre 7,4 % et 13,0 %. C'est ce qu'on appelle les intervalles de confiance.

³ Les données québécoises sont présentées lorsque la taille de l'échantillon lavallois est trop faible.

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SELON L'ÂGE

Le graphique 2 présente la proportion de l'insécurité alimentaire selon l'âge. Pour l'ensemble du Québec, les personnes âgées de moins de 65 ans sont touchées de manière comparable, les proportions variant entre 7,4 % et 9,8 %. Par contre, à Laval,

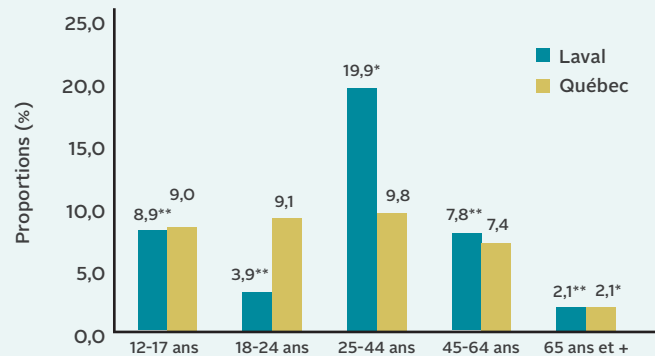
les adultes de 25 à 44 ans sont particulièrement concernés. En fait, à Laval, l'insécurité alimentaire toucherait un jeune adulte sur cinq.

GRAPHIQUE 2

Proportion de la population âgée de 12 ans et plus dont le ménage a connu une insécurité alimentaire liée au revenu (au cours des 12 mois qui ont précédé l'Enquête) selon l'âge, Laval, Québec, 2011-2012

* Estimation marginale, coefficient de variation entre 16,6 % et 33,3 %, à interpréter avec prudence.
 ** Estimation non fiable, coefficient de variation > 33 %.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes 2011-2012.



Pour leur part, les personnes âgées de 65 ans et plus semblent les moins touchées par l'insécurité alimentaire. Rappelons toutefois que l'ESCC ne mesure que l'insécurité alimentaire liée au revenu et non celle pouvant être engendrée par des limitations physiques. On peut penser que la proportion serait sous-estimée chez les aînés québécois âgés de 75 ans et plus. Selon l'Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les

maladies chroniques et le vieillissement (Institut de la statistique du Québec, 2010-2011), près de 65 % des Québécois âgés de 75 ans et plus déclaraient avoir besoin d'aide dans les activités de la vie domestique, notamment, 26,9 % affirmaient avoir besoin d'aide pour préparer les repas et 36,9 % pour faire les achats.

En 2015, à Laval, on estime à environ 22 000 les aînés déclarant avoir besoin d'aide dans les activités domestiques quotidiennes. Ce nombre risque d'augmenter considérablement au cours des prochaines années, compte tenu de la croissance démographique et du vieillissement de la population.

LES NIVEAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire grave est décrite par des ménages dont la consommation alimentaire est réduite et dont les habitudes alimentaires sont perturbées. Au graphique suivant,

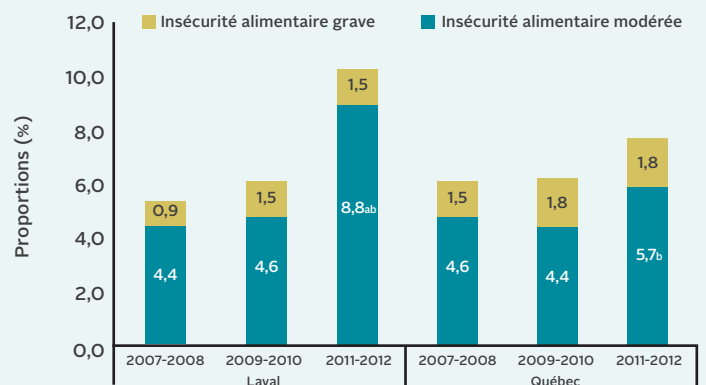
on constate que cette situation n'a pas connu de hausses significatives au cours des dernières années, tant à Laval qu'au Québec et demeure plutôt un phénomène isolé.

GRAPHIQUE 3

Évolution de la proportion de la population âgée de 12 ans et plus dont le ménage a connu une insécurité alimentaire liée au revenu au cours des 12 mois qui ont précédé l'Enquête, Laval, Québec, 2007-2008 à 2011-2012

a Valeur significativement plus élevée que celle du reste du Québec.
 b Valeur significativement plus élevée que celle des années précédentes.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes 2007-2008, 2009-2010, 2011-2012.



L'insécurité alimentaire modérée se définit par le fait que les ménages ont des moyens insuffisants et sont dans l'obligation de faire des compromis sur la qualité ou la quantité d'aliments consommés. Tant au Québec qu'à Laval, l'insécurité alimentaire

modérée se révèle significativement plus élevée en 2011-2012 que les années précédentes. Notons que Laval se démarque du reste du Québec par une proportion beaucoup plus élevée d'insécurité alimentaire modérée.

LIENS ENTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE VIE

L'insécurité alimentaire est une problématique qui va bien au-delà du manque de nourriture. Ainsi, cette situation entretient des liens étroits avec la santé et plusieurs de ses déterminants.

HABITUDES DE VIE ET SANTÉ PHYSIQUE

D'abord, le quart des Québécois (12 ans et plus) vivant de l'insécurité alimentaire considèrent leur état de santé comme étant passable ou mauvais, alors que c'est plutôt une personne sur 11 chez celles vivant en situation de sécurité alimentaire.

De plus, parmi les personnes dont le ménage a connu de l'insécurité alimentaire liée au revenu, on retrouve des proportions parfois deux fois plus élevées que pour le reste de la population de 12 ans et plus au regard de certaines problématiques de santé. Il s'agit du tabagisme (43,1 % fument régulièrement ou occasionnellement versus 20,8 %), de l'insuffisance de poids⁴ (4,3 % versus 2,8 %), de l'obésité (23,3 % versus 16,6 %) et des maladies chroniques. Les maladies touchant le système respiratoire ressortent particulièrement, par exemples l'asthme (16,8 % versus 8,2 %) et la maladie pulmonaire obstructive chronique (9,7 % versus 4,2 %).

SANTÉ MENTALE

Les Québécois âgés de 12 ans et plus vivant en situation d'insécurité alimentaire sont environ trois fois plus à risque que le reste de la population de souffrir de trouble de l'humeur (13,4 %) ou d'anxiété (14,6 %) ou à évaluer leur santé mentale comme étant passable ou médiocre (10,9 %).

EXCLUSION SOCIALE

L'insécurité alimentaire peut être aussi liée à l'environnement social. À travers l'analyse des données, c'est sans aucun doute, ce déterminant qui attire le plus l'attention. En effet, les Québécois de 12 ans et plus qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont proportionnellement plus nombreux à déclarer un très faible sentiment d'appartenance à leur communauté, ainsi qu'à rapporter un piètre soutien social. À cet égard, les proportions relatives à un soutien social faible s'avèrent jusqu'à six fois plus élevées chez les individus ayant connu l'insécurité alimentaire, comparativement au groupe n'ayant pas vécu cette situation. Par exemple, 8,1 % des Québécois ayant connu de l'insécurité alimentaire déclarent ne pas pouvoir compter sur une personne pour l'aider en cas de réel besoin comparativement à 1,5 % chez les autres Québécois.

⁴ Les données relatives au poids concernent uniquement les personnes âgées de 18 ans et plus.



LES FACTEURS DE RISQUE

Selon le Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec paru en 2008, un déterminant de la sécurité alimentaire se définit comme « tout ce qui l'influence, c'est-à-dire des facteurs de risque ou de protection que l'on peut associer statistiquement à l'insécurité alimentaire ».

À partir de différentes sources⁵, le Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL) a identifié dix facteurs de risque⁶ comme étant déterminants de la sécurité alimentaire. Neuf d'entre eux sont résumés au tableau suivant. Le 10^e facteur « Accessibilité à l'offre alimentaire » est illustré à travers la carte régionale de la page 8.

Tableau synthèse des facteurs de risque liés à l'insécurité alimentaire

FACTEURS DE RISQUE	Contexte actuel		Évolution <i>Au cours des dernières années**</i>	
	Laval	Québec	Laval	Québec
1. Famille à faible revenu Mesure du faible revenu (MFR), 2011	7,5 %	8,3 %	↓	↓
2. Faible scolarité Ne détient pas de diplôme d'études secondaires, 25 à 64 ans, 2014	9,6 %	13,4 %	↓	↓
3. Statut d'étudiant A fréquenté un établissement d'enseignement entre septembre 2010 et 10 mai 2011	19,5 %	17,7 %	↑	↓
4. Monoparentalité Parmi les familles avec enfants, 2011	25,9 %	28,7 %	↑	↑
5. Immigration Né à l'extérieur du Canada, 2011	24,6 %	12,6 %	↑	↑
6. Famille de grande taille Famille de trois enfants ou plus, parmi les familles avec enfants, 2011	16,2 %	14,9 %	↑	↓
7. Vivre seul Personne vivant seule, 2011	12,3 %	14,2 %	↑	↑
8. Vieillesse de la population Âge médian, 2011	40,9 ans	41,9 ans	↑	↑
9. Contexte économique Indice des prix à la consommation, 2014	123,2*	123,4	↑	↑
Dépenses minimales hebdomadaires du panier à provisions nutritif, 2015	232,57 \$*	ND	↑	ND
Pourcentage de ménages consacrant 30 % ou plus de revenu total du ménage aux coûts d'habitation, 2011				
• Locataire	36,6 %	36,8 %	=	↑
• Propriétaire	17,6 %	14,9 %	↑	↑
Coût mensuel moyen du logement propriétaire, 2011	1 064 \$	936 \$	↑	↑
Valeur moyenne du logement propriétaire	291 954 \$	249 427 \$	↑	↑
Coût mensuel moyen du logement locataire, 2011	748 \$	685 \$	↑	↑
Proportion des familles avec un ratio élevé d'endettement sur le revenu disponible	ND	15,7 %	ND	↑

⁵ Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. 2008 ; Les Banques alimentaires du Québec. 2014. Bilan-Faim.

⁶ Cette liste n'a pas la prétention d'être exhaustive.

* Les données lavalloises n'étant pas disponibles, ce sont les données de la région de Montréal qui sont ici présentées.

** Dans le Portrait 2015 sur la sécurité alimentaire à Laval, les périodes d'évolution exactes seront précisées.

ND : Non disponible.

Sources : Statistique Canada, Recensement 2011; Statistique Canada, Indice des prix à la consommation 2014 <http://www.statcan.gc.ca>; Dispensaire diététique de Montréal, Dépenses minimums hebdomadaires du panier à provisions nutritif, janvier 2015; Statistique Canada, Enquête sur la population active 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages, 2011. La mesure de faible revenu a été appliquée par l'Institut de la statistique du Québec à des années antérieures à 2011. Données compilées et diffusées par la Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval, CASAL, Portrait 2015 sur la sécurité alimentaire à Laval, 2016 (en révision).

À la lumière des résultats présentés au tableau précédent, nous constatons que l'analyse des facteurs de risque s'avère plutôt complexe et ne peut s'inscrire dans une perspective linéaire. Plusieurs facteurs s'influencent mutuellement, chacun évolue de manière et à un rythme différents. Il devient néanmoins intéressant de ressortir les facteurs qui auraient pu avoir un impact sur la prévalence élevée que l'on peut observer actuellement à Laval.

Selon les portraits précédents (2006, 2010) sur la sécurité alimentaire à Laval, le revenu est le facteur le plus déterminant de l'insécurité alimentaire. Pourtant, en 2011, le revenu individuel ou par ménage est à la hausse, la proportion et le nombre de familles à faible revenu sont à la baisse.

DONC, COMMENT EXPLIQUER LA PRÉVALENCE ÉLEVÉE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL ?

Famille de grande taille

D'abord, les familles de grande taille, comptant trois enfants ou plus, sont plus à risque de vivre avec un faible revenu et de connaître l'insécurité alimentaire. Ce n'est probablement pas le facteur explicatif le plus déterminant de la prévalence

Immigration

Laval se démarque spécifiquement par l'arrivée massive de personnes immigrantes. En cinq ans, l'immigration a doublé dans la région. En 2011, un Lavallois sur quatre est né à l'extérieur du Canada, alors qu'au Québec, c'est plutôt, une personne sur huit. Étant donné que selon l'ESCC, les immigrants sont

De plus, les revenus sont plus élevés à Laval que pour l'ensemble du Québec. Sans compter que la sous-scolarisation est de moins en moins présente, et ce, particulièrement à Laval. Suivant cette logique, on ne devrait observer ni une proportion aussi élevée d'insécurité alimentaire ni une hausse.

D'autres facteurs de risque liés à l'insécurité alimentaire, tels que la monoparentalité, les personnes vivant seules et le vieillissement, connaissent des augmentations partout à travers le Québec, mais dans des proportions moindres à Laval. Bien qu'ils aient certainement un impact sur l'insécurité alimentaire, ces facteurs ne peuvent à eux seuls expliquer la proportion plus élevée à Laval que dans les autres régions (excluant Montréal).

élevée à Laval. Toutefois, il est intéressant de souligner que ce type de famille est en augmentation à Laval, alors qu'au Québec, c'est l'inverse.

près de deux fois plus touchés par l'insécurité alimentaire que les non-immigrants (tant à Laval qu'au Québec) et que la proportion d'immigrants est aussi deux fois plus élevée à Laval qu'au Québec, l'immigration joue certainement un rôle important dans l'état actuel du phénomène.

Selon les données de Recensement 2011, à Laval

- Le revenu total moyen (avant impôt) des personnes immigrantes âgées de 15 ans et plus s'élève à 32 907 \$ par année, alors qu'il est de 39 190 \$ chez les non-immigrants et de 22 598 \$ chez les nouveaux arrivants.
- 16,7 % de la population immigrante vit dans un ménage à faible revenu, comparativement à 11,4 % pour les non-immigrants.

Coûts de logements et habitations

Selon Statistique Canada, les coûts d'habitation déclarés par les ménages canadiens se sont accrus plus rapidement que le taux d'inflation et l'Indice des prix à la consommation. De plus, ils ont augmenté plus rapidement pour les ménages propriétaires que pour les ménages locataires. C'est le cas à Laval où les coûts de logements et d'habitations sont particulièrement dispendieux et ne cessent d'augmenter. Ajoutons à cela, un contexte économique difficile à la grandeur du Québec, qui se répercute notamment sur un pouvoir d'achat à la baisse, un taux

d'endettement et un coût du panier de provisions nutritif à la hausse (ce dernier a augmenté de 40 % en moins de dix ans). Alors qu'en 1999, moins de 10 % des familles se retrouvaient avec un ratio d'endettement⁷ de 80 % et plus, en 2012, c'est près de 16 % des familles québécoises⁸. Notons que ce sont les familles les moins nanties (revenu disponible de moins de 25 000 \$) qui affichent le plus fort ratio d'endettement.

⁷ Rapport des dettes de consommation sur le revenu familial total (revenus du marché et transferts) disponible après impôt.

⁸ Gauthier, Marc-André. 2015. Aperçu du ratio d'endettement à la consommation des familles au Québec. Institut de la statistique du Québec. Données sociodémographiques en bref, 19(3), p.19-24.

Contrairement à ce qui était observé en 1999, les familles propriétaires de leur logement en 2012 sont plus susceptibles d'afficher un ratio d'endettement élevé que les locataires. À Laval, la majorité des ménages sont propriétaires de leur logement (69,3 %). La proportion est plus faible pour le Québec (61,2 %). Mentionnons également que peu de logements subventionnés sont disponibles sur le territoire, soit 7,8 %. La proportion est de 9,4 % pour l'ensemble de la province.

Accessibilité à l'offre alimentaire

Enfin, l'accessibilité à l'offre alimentaire est un facteur très important. Tel que rapporté dans l'état de situation de 2010, à Laval, l'accès aux épiceries est parfois difficile à pied et par les transports en commun. Dans certains quartiers, les sources d'approvisionnement sont éloignées des secteurs résidentiels. À titre d'exemple, le vieux Sainte-Rose est dépourvu d'épicerie accessible à pied. Notons que l'accès géographique aux commerces d'alimentation est davantage problématique dans l'est de Laval et plus particulièrement à Saint-François.

Certaines personnes se voient dans l'obligation de faire leur épicerie dans les dépanneurs où l'offre alimentaire est souvent restreinte et plus dispendieuse.

Tout compte fait, la prévalence de l'insécurité alimentaire élevée à Laval, ainsi que la hausse observée (si elle se confirme), se révèlent le résultat de l'effet cumulatif de plusieurs facteurs. Il est clair que le revenu ne peut à lui seul expliquer ce phénomène.

L'OFFRE ALIMENTAIRE SOUS L'ANGLE DES FACTEURS DE RISQUE

La carte de la page suivante permet de visualiser l'offre alimentaire et les secteurs de Laval qui cumulent les plus importantes proportions de population à risque d'insécurité alimentaire. La carte permet également de voir l'offre en provenance du milieu agricole. Lorsque la saison permet aux agriculteurs lavallois d'offrir leurs récoltes à la population, l'offre alimentaire régionale s'en trouve grandement bonifiée.

La carte montre que les plus fortes proportions de population à risque d'insécurité alimentaire sont surtout concentrées dans les secteurs Pont-Viau et Laval-des-Rapides du BML 2⁹ ainsi

que le BML 3 (Chomedey). Or, ces secteurs bénéficient d'une offre alimentaire somme toute assez importante.

À noter que les territoires de BML (notamment dans l'est de l'Île) où l'on dénombre le moins d'épiceries comptent quelques secteurs qui renferment une importante proportion de population à risque d'insécurité alimentaire. Dans ces secteurs, l'accessibilité aux marchés d'alimentation est certainement un enjeu important pour un grand nombre de Lavallois.

CONCLUSION

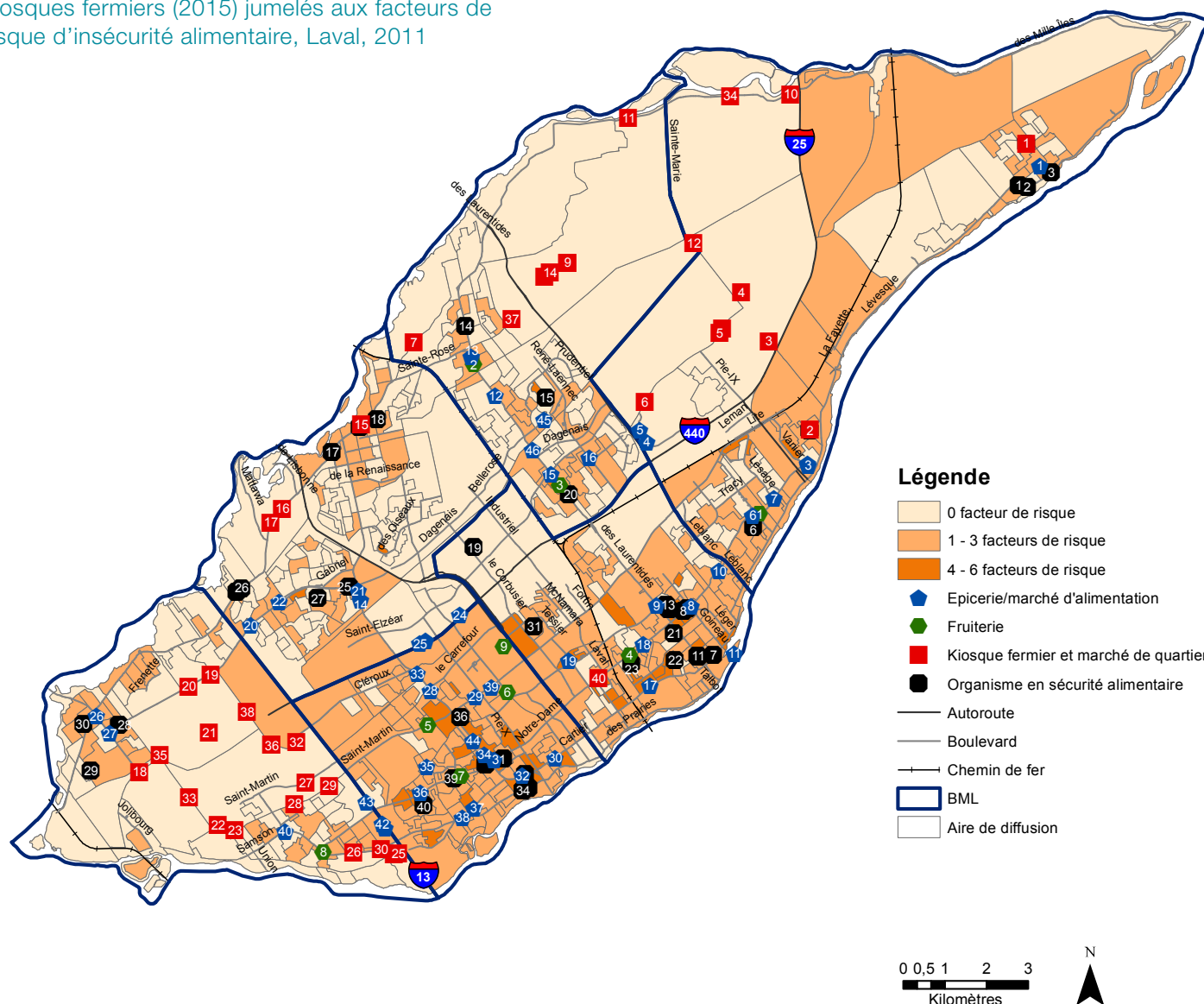
La mise à jour des données permettra aux acteurs de pousser plus loin la réflexion sur la situation pour expliquer la hausse observée à Laval. L'évolution des données sera suivie par la Direction de santé publique du CISSS de Laval en collaboration avec le CASAL.

Toutefois, certains éléments ressortent. D'une part, les populations les plus touchées à Laval sont les jeunes adultes, les familles avec enfants et les familles immigrantes. D'autre part, l'insécurité alimentaire modérée a connu une augmentation depuis 2009-2010. Le contexte économique difficile, se

reflétant par la hausse de l'endettement, de l'Indice des prix à la consommation et du prix du panier à provisions nutritif, pourrait être en cause. Notons aussi que le coût des logements est plus élevé à Laval qu'au Québec. Quant à l'offre alimentaire, elle a évolué depuis le dernier état de situation à la suite de l'implantation de pratiques alternatives (agriculture urbaine, marchés de quartier et épiceries solidaires). Elle demeure particulièrement anémique dans le secteur est, plus particulièrement à Saint-François.

⁹ Bureau municipal lavallois.

CARTE SYNTHÈSE : Épiceries, fruiteries et kiosques fermiers (2015) jumelés aux facteurs de risque d'insécurité alimentaire, Laval, 2011



NOTE : Les facteurs de risque sont l'immigration, la monoparentalité, les personnes vivant seules, les personnes âgées de 75 ans et plus, la sous-scolarité et le faible revenu.

Source : Statistique Canada, Recensement 2011.

LE BULLETIN VOUS INTÉRESSE ?

Abonnez-vous gratuitement en visitant le site Web Laval en santé au www.lavalensante.com/acces_rapide, section Documentation

Coordination
Richard Grignon Équipe
Équipe surveillance-évaluation

Rédaction
Céline Dufour
Équipe surveillance-évaluation
Diane Grenier
Équipe promotion-prévention

Révision linguistique
Suzanne Francoeur

Édition
Stéphanie Daigneault

Production graphique
Tabasko

© Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval
Direction régionale de santé publique
ISSN 1710-8284 (Imprimé)
ISSN 1710-8292 (En ligne : www.lavalensante.com)
La reproduction partielle ou complète du document à des fins personnelles et non commerciales est permise, uniquement sur le territoire du Québec et à condition d'en mentionner la source.

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
de Laval**

